

Le très honorable Justin Trudeau, C.P., député
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa, Ontario
K1A 0A2

13 décembre 2021

Re: Poursuite des exportations d'armes vers l'Arabie saoudite

Monsieur le Premier ministre,

Les organisations soussignées, représentatives des milieux syndicaux, du contrôle des armes, antiguerres, des droits de la personne, de la sécurité internationale et d'autres secteurs de la société civile au Canada, vous écrivent pour réitérer leur opposition persistante à la délivrance par votre gouvernement de permis d'exportation d'armes destinées à l'Arabie saoudite. Nous vous écrivons aujourd'hui pour faire suite aux lettres de mars 2019, août 2019, avril 2020 et septembre 2020 dans lesquelles plusieurs de nos organisations vous ont fait part de leurs préoccupations concernant les graves implications – éthiques, juridiques, humanitaires et relatives aux droits de la personne – du transfert continu d'armes du Canada vers l'Arabie saoudite. Nous regrettons de n'avoir reçu, à ce jour, aucune réponse aux enjeux soulevés, de votre part ou de la part des ministres du Cabinet concernés. Surtout, nous regrettons que le Canada se trouve en flagrante violation des accords internationaux de contrôle sur les armements.

Depuis le début de l'intervention dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen au début de 2015, le Canada a exporté pour environ 7,8 milliards de dollars d'armes vers l'Arabie saoudite. Une proportion importante de ces transferts s'est faite après l'adhésion du Canada en septembre 2019 au Traité sur le commerce des armes (TCA). Une analyse exhaustive effectuée par des organisations de la société civile canadienne a montré de manière crédible que ces transferts constituent une violation des obligations du Canada en vertu du TCA, compte tenu des cas bien documentés d'abus saoudiens contre sa propre population et le peuple du Yémen. Pourtant, l'Arabie saoudite reste de loin la plus importante destination non-étasunienne des exportations d'armes du Canada. À son déshonneur, le Canada a été nommé à deux reprises par le Groupe d'éminents experts sur le Yémen comme l'un des États qui aident à perpétuer le conflit en continuant à fournir des armes à l'Arabie saoudite.

Les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGP), que le Canada a endossés en 2011, indiquent clairement que les États devraient prendre des mesures pour s'assurer que leurs politiques, leurs lois, leurs règlements et dispositions de mise en œuvre sont efficaces pour prévenir l'implication des entreprises dans des violations flagrantes des droits humains et intervenir pour garantir que les entreprises commerciales opérant dans des zones de conflit identifient, préviennent et atténuent les risques d'atteinte aux droits humains de leurs activités et relations d'affaires. Les Principes directeurs exhortent les États à porter une attention particulière aux risques potentiels que les entreprises contribuent aux violences sur la base du genre ou du sexe.

Le Canada a indiqué son intention de publier un document décrivant sa politique étrangère féministe en 2020, pour compléter sa politique d'aide étrangère féministe existante et son travail pour faire progresser l'égalité des genres et le Programme Femmes, paix et sécurité (FPS). Les transferts d'armes vers l'Arabie saoudite sapent gravement ces efforts et sont fondamentalement incompatibles avec une politique étrangère féministe. Le gouvernement du Canada a parlé ouvertement de la façon dont les femmes et d'autres groupes vulnérables ou minoritaires sont systématiquement opprimés en Arabie saoudite et sont touchés de manière disproportionnée par le conflit au Yémen. Le soutien direct au militarisme et à l'oppression, par la fourniture d'armes, est tout le contraire d'une approche féministe de la politique étrangère.

Nous reconnaissons que la fin des exportations d'armes canadiennes vers l'Arabie saoudite aura un impact sur les travailleurs et travailleuses de l'industrie de l'armement. Nous exhortons donc le gouvernement à travailler avec les syndicats représentant ces travailleurs et travailleuses pour élaborer un plan qui protège les moyens de subsistance de ceux et celles qui seraient touchés par la cessation des exportations d'armes vers l'Arabie saoudite. Il est important de noter que cela offre l'occasion d'envisager une stratégie de conversion économique pour réduire la dépendance du Canada à l'égard des exportations d'armes, en particulier lorsqu'il existe un risque clair et actuel d'utilisation abusive, comme c'est le cas avec l'Arabie saoudite.

Plusieurs États ont mis en place diverses restrictions sur les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite, notamment l'Autriche, la Belgique, l'Allemagne, la Grèce, la Finlande, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède. La Norvège et le Danemark ont totalement cessé de fournir des armes au gouvernement saoudien. Le Canada a beau prétendre que ses mesures de contrôle des armes sont parmi les plus strictes au monde, les faits montrent le contraire.

Nous sommes également déçus que votre gouvernement n'ait divulgué aucune information concernant le comité consultatif d'experts indépendants qui a été annoncé par les ministres Champagne et Morneau il y a plus d'un an et demi. Malgré de multiples ouvertures pour aider à élaborer ce processus – qui pourrait constituer une étape positive vers une meilleure conformité avec le TCA – les organisations de la société civile ont été maintenues à l'écart du processus. De même, nous n'avons pas eu plus de précisions concernant l'annonce des ministres selon laquelle le Canada dirigerait des discussions multilatérales pour renforcer le respect du TCA, en vue de mettre en place un régime d'inspection international.

M. le Premier ministre, les transferts d'armes à l'Arabie saoudite discréditent l'engagement déclaré du Canada envers les droits de la personne. Ils sont contraires aux obligations légales internationales du Canada. En effet, il y a un risque important que ces armes soient utilisées pour perpétrer des actes en violation du droit international humanitaire ou des droits de la personne, des violences sexistes ou d'autres abus, en Arabie saoudite ou dans le contexte du conflit au Yémen. Le Canada doit exercer son autorité souveraine et mettre fin immédiatement au transfert de véhicules blindés légers vers l'Arabie saoudite.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre considération,

Amalgamated Transit Union (ATU) Canada
Amnesty International Canada (English Branch)
Amnistie internationale Canada francophone
Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC- Québec)
BC Government and Service Employees' Union (BCGEU)
Canadian Foreign Policy Institute
Canadian Friends Service Committee (Quakers)
Canadian Labour Congress - Congrès du travail du Canada (CLC-CTC)
Canadian Office and Professional Employees Union - Syndicat canadien des employées et employés professionnels et de bureau (COPE-SEPB)
Canadian Pugwash Group
Canadian Union of Postal Workers – Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

(CUPW-STTP)

Canadian Union of Public Employees – Syndicat canadien de la fonction publique

(CUPE- SCFP)

CUPE Ontario

Canadian Voice of Women for Peace

Canadians for Justice and Peace in the Middle East

Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF)

Centre justice et foi (CJF)

Collectif Échec à la guerre

Collective des femmes chrétiennes et féministes L'autre Parole

Comité de Solidarité/Trois-Rivières

Commission sur l'altermondialisation et la solidarité internationale de Québec solidaire

Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Conseil central du Montréal métropolitain — CSN

The Council of Canadians

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)

Femmes en mouvement, Bonaventure, Québec

Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

Global Sunrise Project

Green Left-Gauche verte

Hamilton Coalition to Stop the War

International Civil Liberties Monitoring Group – Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (ICLMG/CSILC)

Just Peace Committee-BC

Labour Against the Arms Trade

Les AmiEs de la Terre de Québec

Les Artistes pour la paix

Ligue des droits et libertés (LDL)

L'R des centres de femmes du Québec

Médecins du Monde Canada

National Union of Public and General Employees (NUPGE)
Oxfam Canada
Oxfam Québec
Peace and Social Concerns Committee of Ottawa Quaker Meeting
People for Peace, London
Project Ploughshares
Public Service Alliance of Canada - Alliance de la Fonction publique de Canada (PSAC-AFPC)
Québec solidaire (QS)
Religions pour la Paix – Québec
Rideau Institute
Socialist Action / Ligue pour l'Action socialiste
Sœurs Auxiliatrices
Sœurs du Bon-Conseil de Montréal
Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM)
Solidarité populaire Estrie (SPE)
Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université Laval (SCCCUL)
United Steelworkers union (USW) - Syndicat des Metallos
Women's International League for Peace and Freedom (WILPF)
Women's International League for Peace and Freedom - Canada
World BEYOND War

cc : Hon. Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères
Hon. Mary Ng, ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite entreprise et du Développement économique
Hon. Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances
Hon. Erin O'Toole, chef de l'opposition officielle
Yves-François Blanchet, chef du Bloc québécois
Jagmeet Singh, chef du Nouveau Parti démocratique du Canada
Michael Chong, porte-parole du Parti conservateur du Canada en matière d'affaires étrangères
Stéphane Bergeron, porte-parole du Bloc Québécois en matière d'affaires étrangères
Heather McPherson, porte-parole du Nouveau Parti démocratique du Canada en matière d'affaires étrangères